

Projet de classement au titre des sites

Annexe à la notice de présentation précisant les conditions et les modalités de participation du public (3° du R.123-8 du code de l'environnement)

Objet de l'enquête publique et procédure réglementaire

1 PRÉAMBULE

Le présent dossier est établi en vue de l'ouverture de l'enquête publique et porte sur le dossier proposant le classement au titre de la législation sur les sites du site de la pointe de la Crèche et de ses perspectives maritimes vers [le site classé] Les Deux Caps et les côtes anglaises, sur les communes d'Ambleteuse, Boulogne-sur-Mer, Wimereux et Wimille, compris le domaine public maritime de l'État face à la Pointe de la Crèche et ses falaises et jusqu'à la connexion avec le site classé Les Deux Caps au Nord sur ces communes.

2 OBJET ET CONDITIONS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le site de la « *Pointe de la Crèche et son promontoire entre Boulogne-sur-Mer et Wimereux* » [titre alors encore qu'indicatif] figure dans la liste, actualisée en 2018, des sites majeurs restant classer, au titre des sites, dans le département du Pas-de-Calais. Elle a été confirmée par l'instruction du Gouvernement du 18 février 2019 relative à l'actualisation de la liste indicative des sites majeurs restant à classer au titre des articles L. 341-1 et suivants du Code de l'environnement (NOR : TREL1834675J).

Cette liste vient confirmer les sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général et comprend les sites les plus remarquables pour lesquels le classement constitue une mesure de protection adaptée. L'inscription sur cette liste résulte, au-delà d'un passage devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, d'un travail de priorisation effectué en lien avec la commission supérieure des sites, perspectives et paysages et le conseil général de l'environnement et du développement durable¹.

Cette inscription sur cette liste vient soutenir et appuyer une volonté exprimée par le territoire dès 2006 dans le cadre de l'Opération Grand Site² qui a préfiguré le projet ayant permis l'obtention du label Grand Site de France en 2011 (Mesure 1 : « finaliser le site en complétant l'inscription et le classement »), label renouvelé le 4 mai 2018 (engagement n°4 de l'axe 1 « Préserver, Gérer et valoriser les paysages emblématiques »). La seconde demande de renouvellement du label Grand Site de France ne vise plus spécifiquement ce projet de protection, considérant sans doute que la procédure étant largement engagée, l'objectif est atteint, du moins localement. Néanmoins, la mise en place de cette protection, voulue par le territoire et bien que portée en maîtrise d'ouvrage par la DREAL, est une action qui oblige la gouvernance du Grand Site de France, en particulier de son animateur.

1 Devenu IGEDD avec le décret du 20 juillet 2022

2 Aujourd'hui appelés Grands Sites de France en projet

Depuis le 1er juin 2012, en application de l'article 240 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, le dossier de proposition de classement est soumis à enquête publique.

Article Projet	Article Projet
L.341-3 du Code de l'environnement	Le projet de classement est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier. Classement de la pointe de la Crèche et de ses perspectives maritimes vers les Deux Caps et les côtes anglaises.

3 CONTENU DU DOSSIER

Le dossier de proposition de classement contient les pièces suivantes (article R.341-4 du Code de l'environnement) :

1° Un rapport de présentation comportant une analyse paysagère, historique et géomorphologique [autant que de besoin] du site, les objectifs du classement et, éventuellement, des orientations de gestion :

Les pièces correspondantes au dossier présenté sont intitulées rapport de présentation et cahier d'orientations et de gestion.

2° Le cas échéant, les prescriptions particulières de classement visées au troisième alinéa de l'article L.341-6 du code de l'environnement :

Le projet de classement a tenu au mieux compte des usages en places et des règles d'urbanisme opposables qui ont précédé l'engagement de la procédure de classement. Le projet ne comprend ainsi pas de demande de modification de l'état, ou de l'utilisation des lieux, en application des prescriptions particulières de la décision de classement pouvant ouvrir droit à indemnité.

3° Un plan de délimitation du site à classer :

Le dossier comprend un plan de délimitation en format A2 présenté sur fond IGN Scan 25.

4° Les plans cadastraux correspondants :

Le dossier comprend les planches cadastrales en format A0 ainsi qu'un plan d'assemblage, dans un format qui permettra de les annexer au futur décret de classement [projet également joint au dossier] après visa du Conseil d'État.

Le dossier comprend également les **documents et pièces listés à l'article R.123-8 du code de l'environnement** :

La présente notice vient répondre plus particulièrement aux attentes du 3° de l'article R.123-8 du Code de l'environnement.

4 INSERTION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE DANS LA PROCÉDURE DE CLASSEMENT

4.1 Débat public / concertation du public

Le projet n'a pas fait l'objet de débat public ni de concertation publique au sens des dispositions du Code de l'environnement.

4.2 Étude d'impact

Les articles L.122-1 à L.123 du Code de l'Environnement décrivent le cadre des opérations soumises à évaluation environnementale (étude d'impact).

Le projet de classement ne relève pas de la catégorie des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements régis par la section 1 (Art. L.122-1 à L.122-14), ni à celle des plans et programmes régis par la section 2 (Art. L.122-4 à L.122-11).

En effet, si le dossier comprend un cahier d'orientations et de gestion qui rappelle les objectifs poursuivis par la proposition de classement et tente d'apporter une réponse aux enjeux mis en évidence pour sa transmission aux générations futures en bon état de conservation, ce document n'est toutefois pas opposable aux tiers (circulaire DNP/SP2000-1 du 30 octobre 2000) et n'a aucune valeur juridique. Il n'est donc pas assimilable à un plan ou programme pour l'application des dispositions de l'article L.122-4 du Code de l'environnement.

Le dossier de proposition de classement **ne comprend donc pas d'étude d'impact**, ni de décision de non-soumission au cas par cas.

4.3 Études des incidences Natura 2000

Le périmètre de classement proposé intercepte plusieurs sites Natura 2000 marins (Zone Spéciale de Conservation « Cap Gris-nez » ; Zone Spéciale de Conservation des Récifs Gris-nez et Blanc-nez) et côtoie plusieurs sites Natura 2000 terrestres.

L'interception ou la présence de sites Natura 2000 aux alentours des projets, plans ou programmes les soumettent à évaluation des incidences sur les espèces et les habitats protégés au regard des objectifs de conservation de ces sites, c'est-à-dire de l'ensemble des mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable. Cette évaluation répond aux articles 6-3 et 6-4 de la Directive « Habitats » n°92/43 transposée en droit français par l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001, puis par le décret du 20 décembre 2001 (articles R.214-34 à R.214-39 du Code de l'Environnement).

Le régime d'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 est régi par le Code de l'Environnement (articles L.414-4 puis R.414-19 à 23). L'article R.414-19 du Code de l'Environnement fixe la liste nationale des plans, programmes et projets devant faire l'objet de cette évaluation. L'article R.414-20 fixe la liste locale complémentaire arrêtée par le représentant de l'État dans le département.

Le projet de classement n'entre dans aucune des catégories visées par ces listes.

4.4 Calendrier engagé et prévisionnel

2019 : clôture de la « concertation » locale et validation du projet de classement par le comité pilotage de suivi en sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer (22 novembre 2019).

2019 : Avis des organes délibérants des communes (facultatif) :

- Boulogne-sur-Mer le 20 décembre 2019 (avis favorable) ;
- Wimereux le 12 décembre 2019 (avis favorable avec demande d'évolution des orientations des gestions pour le stationnement sur le hameau de Terlincthun) ;
- Wimille le 18 décembre 2019 (avis favorable avec demande d'évolution des orientations des gestions pour le stationnement sur le hameau de Terlincthun)

2020 : saisine du président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête (10 septembre 2020). Décision en date du 20 octobre 2020.

2020 : arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête-publique (27 octobre 2020)

2020 : affichage réglementaire en mairies et sur site (à compter du 5/11/20), et **publicité dans les journaux** (Voix du Nord et La semaine dans le Boulonnais).

2020 : tenue de l'enquête-publique du 23 novembre au 18 décembre 2020

2020 : procès-verbal de synthèse de la commissaire-enquêtrice (23 décembre 2020)

2021 : réponse du maître d'ouvrage (DREAL - 8 janvier 2021)

2021 : rapport, conclusion et avis favorable, avec réserve de la commissaire-enquêtrice (9 février 2021)

2021 : CDNPS – avis favorable à l'unanimité sur la proposition de la DREAL (1^{er} juillet 2021)

2021 : avis favorable du préfet (16 novembre 2021)

2022 : remontée du dossier au ministère, après mise en forme du dossier et des plans et prise en compte des observations dans la limite des engagements précisés devant la CDNPS (4 avril 2022)

2021-2024 : instruction nationale. Mise en évidence des erreurs matérielles, expertise juridique et attente d'un retour d'expérience du Conseil d'État sur un cas similaire. Confirmation du besoin de relancer l'enquête à l'été 2023. Reprise du dossier et des plans.

2024 : nouvelle consultation des organes délibérants des communes et établissements publics ou concessionnaires (1^{er} octobre 2024). Retour des avis :

- délibération de la commune de Wimereux (04/12/2024) : favorable avec observations
- délibération de la commune de Wimille (18/12/2024) ; favorable avec observations

- Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale (15/10/2024) : favorable
- Syndicat Mixte Eden62 (22/11/2024) : favorable avec observations : favorable avec observations
- Département du Pas-de-Calais & Grand Site de France (25/10/2024) : favorable avec observations
- Fédération départementale de l'énergie du Pas-de-Calais (09/10/2024) : favorable
- SNCF Ressauts (09/11/2024) ; favorable avec observations

Les communes de Boulogne-sur-Mer et Ambleteuse n'ont pas délibéré.

à venir :

2025 : enquête-publique au 4^e trimestre 2025

2026 : présentation du dossier devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites au premier ou second trimestre 2026 – suivi de la saisine du ministère

2026-2027 : présentation du projet de classement devant la commission supérieure des sites, perspectives et paysages (2026) - Décret en Conseil d'État (2027)

5 OUVERTURE ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique mentionnée aux articles L.341-3 et R.341-4 du Code de l'environnement a pour objet l'information et la participation du public afin de recueillir et de prendre en considération ses appréciations, suggestions et contre-propositions ; ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers préalablement à l'instauration d'une servitude d'utilité publique. L'ensemble des textes régissant l'enquête publique est repris au chapitre 7.

5.1 Ouverture de l'enquête

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique est le préfet de département. Le dossier soumis à enquête publique, détaillé au point 3, comporte les pièces ou éléments exigés par la réglementation ainsi qu'une note de présentation non technique du projet. Cette enquête fait l'objet d'un rapport ainsi que de conclusions motivées du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

- Désignation de la commission d'enquête ou du commissaire enquêteur

Le Préfet du Pas-de-Calais saisit le Président du Tribunal Administratif en précisant l'objet de l'enquête et la période proposée pour celle-ci. Ce dernier dispose alors d'un délai de 15 jours pour choisir un commissaire enquêteur ou les membres d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président.

- Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête

L'enquête publique est ouverte par arrêté du Préfet du Pas-de-Calais qui aura transmis, avant signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête, au commissaire enquêteur ou à chacun des commissaires enquêteurs une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en version numérique.

- Publicité de l'enquête

La publicité de l'enquête publique est régie par les articles L 123-10 et R 123-11 du Code de l'Environnement. Un avis reprenant l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais doit être publié dans deux journaux locaux ou régionaux, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les mêmes journaux. Cet avis fait également l'objet d'un affichage dans les mairies concernées et sur le site du projet de classement quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de cette dernière. L'avis précité est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dans les mêmes conditions.

- Déroulement de l'enquête

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à 15 jours le projet de classement ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale (art. L.123-9 du code de l'environnement). Cette durée doit néanmoins être raisonnable pour permettre au public de prendre connaissance du projet. Le délai proposé sera donc de 1 mois.

Ce délai pourra être prolongé pour une durée maximale de 15 jours sur décision motivée du Président de la commission d'enquête ou du commissaire enquêteur, notamment pour permettre la tenue d'une réunion d'information et d'échange avec le public. Dans ce cas la demande doit être notifiée au Préfet huit jours avant la date initialement prévue pour la fin de l'enquête publique. La prolongation de l'enquête serait également portée à la connaissance du public au plus tard à la date de fin initiale prévue pour cette enquête par affichage et par tout autre moyen approprié.

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier, c'est-à-dire dans les mairies d'Ambleteuse, de Boulogne-sur-Mer, de Wimereux et de Wimille.

- Réunion publique

Le Président de la commission d'enquête ou le commissaire enquêteur peut estimer nécessaire d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public. Cette réunion peut entraîner une prorogation de l'enquête (cf ci-dessus). Dans ce cas la commission d'enquête ou le commissaire enquêteur auront préalablement informé l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête, ainsi que le responsable du projet, en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion, et obtenu leur agrément pour sa tenue et son organisation.

6 A L'ISSUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet (DREAL des Hauts-de-France – Inspection régionale des sites) en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur, ou la commission d'enquête, consigne dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le commissaire enquêteur, ou le président de la commission d'enquête, transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif. Une copie du rapport et ses conclusions seront adressées aux maires des communes où s'est déroulée l'enquête et à la Préfecture du Pas-de-Calais. Conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L 123-15 du Code de l'environnement, si dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L 123-15 du Code de l'environnement.

Au vu du dossier de l'enquête et des avis émis, le préfet de département fait établir un rapport sur le projet de proposition de classement et sur les résultats de l'enquête. Ce rapport et ses conclusions sont présentés à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en même temps que le projet de classement qui pourra le cas échéant tenir compte de toute ou partie des observations émises. Le dossier sera ensuite transmis au Ministère de la Transition Ecologique pour instruction nationale, avec un passage devant la commission supérieure des sites, perspectives et paysages. Enfin, le dossier fera l'objet d'une décision, soit de rejet, soit de classement par décret pris en Conseil d'État (Art. L.341-6 du code de l'environnement).

7 TEXTES DE RÉFÉRENCE

7.1 Textes relatifs à la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement

Chapitre III du Titre II du Livre 1er de la partie législative du code de l'environnement articles (Art.L123-1 à L123-19-11), et sa partie réglementaire (Art. R123-1 à R.123- 17).

7.2 Textes relatifs à la protection du patrimoine

Section 1 du chapitre unique du Titre IV du Livre II de la partie législative du code de l'environnement portant dispositions relatives au classement des sites (Art. L.341-3 à L.341-6), et sa partie réglementaire (Art. R.341-4 à R.341-5).